



« Ça rappelle des heures bien sombres » : vandalisme contre des soutiens à la Palestine

Description

Agence Média Palestine est entretenue avec une habitante qui a vu son immeuble dégradé en raison de son soutien affiché à la Palestine.

Par Agence Média Palestine, le 16 septembre 2025



« On ne veut pas se laisser intimider, mais il ne faut pas se leurrer : quand ça vous arrive, ça fait peur. »

Plusieurs actes d'intimidations, émanant apparemment de la société civile et visant de simples citoyens solidaires du peuple palestinien, ont eu lieu ces dernières semaines à Paris et ailleurs, marquant une accélération de ces faits, qui restent heureusement encore isolés. Agence

Média Palestine s'est entretenue avec l'une de ces victimes, dont nous avons modifié le nom pour préserver l'anonymat.

« Il y a plusieurs membres de ma famille dans l'immeuble, plusieurs générations », raconte Alice. « C'est moi qui ait accroché un drapeau palestinien en premier sur mon balcon, en juillet, puis d'autres de ma famille et certains de mes voisins en ont fait de même, jusqu'à ce qu'il y en ait 5. »

« Il y a eu plusieurs tapes. Un jour, on a trouvé un mot accroché dans le hall, demandant que les drapeaux soient retirés. Le mot n'était pas signé, pas insultant mais entièrement rédigé en majuscule ! Nous avons simplement ignoré. »

« Et puis le soir du 10 septembre, après la manifestation, une patrouille de la BRAV-M s'est arrêtée sous nos fenêtres. On ne sait pas pourquoi, mais c'était très inquiétant. Il y avait une vingtaine de motos, avec deux policiers sur chaque. Ils se sont arrêtés en plein milieu du carrefour pendant quelques minutes, sans couper leurs moteurs. Quelques policiers sont descendus et sont entrés dans le café au rez-de-chaussée de l'immeuble, ont regardé autour sans rien dire. Ils ont pris en photo la façade, puis ils sont partis. »

« Je ne sais pas si c'est lié », répond Alice, qui a filmé les policiers en train de photographier son immeuble. « Mais c'est trois jours après cela qu'on a retrouvé la porte de l'immeuble recouverte de la bombe des couleurs du drapeau français, et l'inscription "islamo kollabo" taguée de l'acide sur la vitrine du café. »

« Le côté positif, c'est qu'on reçoit beaucoup de soutien. Et devant le café, on entend des parents qui expliquent à leurs enfants que ce sont des marchands qui ont fait ça parce qu'ils n'aimaient pas que des gens soutiennent les Palestiniens. C'est rassurant de voir que la majorité des gens sont choqués par ce geste, et qu'ils sont heureux qu'on ait refusé de retirer nos drapeaux palestiniens. »

Alice ajoute néanmoins que cette réaction n'est pas unanime, et qu'un de leur voisin leur a même reproché la dégradation de la porte de l'immeuble, jugeant que les drapeaux relèveraient d'une forme de provocation.

Si Alice et ses voisin-es solidaires affirment ne pas vouloir céder à la peur, cela relève tout de même du jeu d'équilibriste : « Je n'ai pas peur pour moi, mais je ne peux pas prendre des risques pour toute ma famille, pour mes voisins ! Nous avons beaucoup de discussions là-dessus, nous cherchons un point de confort : nous ne voulons pas céder, mais nous ne voulons pas non plus nous mettre en danger. »

Lorsqu'on lui demande si elle compte recourir à la justice, Alice reste prudente. « Une voisine a appelé le syndicat de copropriétaires, ils lui ont répondu qu'elle ne pouvait pas porter plainte individuellement mais qu'ils le feraient. Je ne sais pas ce qu'il en est ce jour-là ! D'autres voisines ont voulu déposer une main courante pour intimidations, je comprends, mais je revois la visite de la BRAV M les jours avant et me demande si les policiers nous protégeront de quoi que ce soit ! »

« Ça rappelle des heures bien sombres », conclut-elle.

date crĂ©e
2025/09/16